SCIENCES PO PARIS - PSIA

L'aide publique au développement française en Afrique de l'Ouest (2003–2023) : évolution, répartition et logique d'allocation.

Mémoire final Outils Quantitatifs Béatrice MERLE D'AUBIGNE

> Bader SULIMAN Mai 2025

Table of Contents

1	Int	roduction	4
2	Μέ	éthodologie	4
	2.1	Données et sources	4
	2.2	Justification du choix des variables et hypothèses	5
3	Rés	sultats et Discussion	6
	3.1	Série temporelle : évolution de l'APD en Afrique de l'Ouest	6
	3.2	Série statique : APD/hab en 2023 et valeurs centrales	7
	3.3	Courbe de Lorenz et indice de Gini	9
	3.4	Hypothèses	10
	3.4	.1 H1: Un IDH plus faible alors une APD/hab	10
	3.4	.2 H2: Un PIB/hab plus faible alors APD/habitant plus élevée	11
	3.4	.3 H3 : Une fragilité plus élevée alors une APD/hab plus élevée	12
	3.4	H4: Les pays moins corrompus reçoivent davantage d'APD/habitant	12
	3.5	Résumé des résultats (Par coefficient de corrélation décroissant))	13
4	Co	nclusion	14
5	An	nnexes	15
6	Bib	oliographie	17

Figures et exemples de lecture

Figure 1 : Évolution annuelle de l'APD totale vers l'Afrique de l'Ouest de 2003 à 2023 (en millions USD). **Lecture** : En 2012, le total de l'APD attribuée à l'Afrique de l'Ouest par la France est de 2 272.83 millions USD.

Figure 2 : APD moyenne annuelle par pays et écarts aux moyennes (2003–2023)

Lecture : Entre 2003 et 2023, la Cote d'Ivoire a reçu en moyenne 402 millions USD. Si tous les pays étudiés recevaient le même montant d'APD chaque année de 2003 à 2023, alors chaque pays recevrait 135.13 millions USD.

Figure 3: Distribution de l'APD par habitant en Afrique de l'Ouest en 2023, avec comparaison aux déciles, quartiles et moyenne simple

Lecture: En 2023, chaque ivoirien.ne a reçu \$17.66 d'aide française.

Moyenne : Si tous les habitant des 9 pays étudiés recevaient le même montant d'aide en 2023, alors chaque habitant recevrait \$7.62.

Quartiles: En 2023, 75% des habitants des pays étudiés ont reçu moins de \$10.71 d'aide française.

Déciles : En 2023, les 10% les moins aides ont reçu \$1.18 tandis que les 10% les plus aides ont reçu \$17.77 d'aide française.

Figure 4 : Courbe de Lorenz : Répartition de l'APD par habitant en Afrique de l'Ouest en 2023

Lecture : En 2023, 70% les moins aidés ne reçoivent qu'environ 30% de l'aide totale.

Figure 5: Relation entre l'IDH et l'APD par habitant en 2023

Lecture : La droite de régression montre qu'une augmentation de 0,1 point de l'IDH est associée à une hausse moyenne d'environ \$3,1 d'APD/habitant.

Figure 6: Relation entre le PIB par habitant et l'APD par habitant en 2023

Lecture : La droite de régression indique qu'une augmentation de \$1 du PIB/habitant est associée à une baisse moyenne de \$0,0053 d'APD/habitant.

Figure 7 : Relation entre l'indice de fragilité et l'APD par habitant en 2023

Lecture : La droite de régression indique qu'une augmentation de 1 point de l'indice de fragilité est associée à une baisse moyenne de \$0,12 d'APD/habitant.

Figure 8 : : Relation entre la corruption et l'APD par habitant en 2023

Lecture : La droite de régression indique qu'une hausse de 1 point de l'indice de perception de la corruption (où un score plus élevé signifie moins de corruption perçue) est associée à une augmentation moyenne de \$0,48 d'APD/habitant.

1 Introduction

En novembre 2024, Rémy Rioux, directeur général de l'AFD, a vivement critiqué la réduction de 2 milliards d'euros du budget consacré à l'aide publique au développement (APD), la qualifiant de « plus forte coupe de la loi de finances 2025 »¹. Cette baisse représente un tiers de l'enveloppe initiale de 6 milliards d'euros, et près de 800 millions d'euros en moins pour l'Afrique², pourtant bénéficiaire prioritaire de l'aide française. L'APD regroupe les financements publics destinés à améliorer les conditions de vie dans les pays les moins favorisés (éducation, santé, climat, égalité, etc.)³. Cette décision politique relance le débat sur les finalités réelles de l'aide : cherche-t-elle à répondre aux besoins des populations ou à servir les intérêts géopolitiques du donateur ? Deux grands courants s'opposent : les idéalistes, pour qui l'aide est guidée par des critères humanitaires et de développement (Scharedar et al., 1998⁴), et les réalistes, qui y voient un instrument au service d'objectifs stratégiques (influence politique, sécurité, commerce).

À travers une analyse empirique de l'APD française allouée à neuf pays d'Afrique de l'Ouest entre 2003 et 2023, cet essai interroge les logiques d'allocation à l'œuvre : la France privilégie-t-elle les pays les plus pauvres et les moins avancés, ou ceux présentant une proximité politique, historique ou institutionnelle plus forte ?

2 METHODOLOGIE

2.1 DONNEES ET SOURCES

Ce mémoire repose sur une analyse quantitative de l'APD (*OECD*) reçue par neuf pays africains (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Togo) entre 2003 et 2023. La variable dépendante est l'APD par habitant plutôt que sur l'APD totale, afin de tenir compte des différences de population entre les pays et d'évaluer plus justement l'effort d'aide relatif apporté à chaque individu.

¹ https://www.lepoint.fr/politique/aide-publique-au-developpement-c-est-la-plus-forte-coupe-de-la-loi-de-finances-04-11-2024-2574374_20.php

² https://www.jeuneafrique.com/1554162/economie-entreprises/la-france-aidera-moins-lafrique-malgre-les-promesses-de-macron/

³ https://www.afd.fr/fr/laide-au-developpement

⁴ Schraeder, P. J., Hook, S. W., & Taylor, B. (1998). Clarifying the foreign aid puzzle: A comparison of American, Japanese, French, and Swedish aid flows. *World Politics*, 50(2), 294–323.

Les principales variables explicatives et *les sources* sont :

- PIB par habitant (Banque Mondiale), pour mesurer la richesse économique (en USD constants);
- IDH (PNUD) mesure composite intégrant le niveau de revenu, d'éducation et de santé ;
- Indice de corruption (*Transparency International*), pour évaluer la gouvernance ;
- Indice de fragilité (Fragile States Index), pour intégrer les vulnérabilités institutionnelles ;

2.2 JUSTIFICATION DU CHOIX DES VARIABLES ET HYPOTHESES

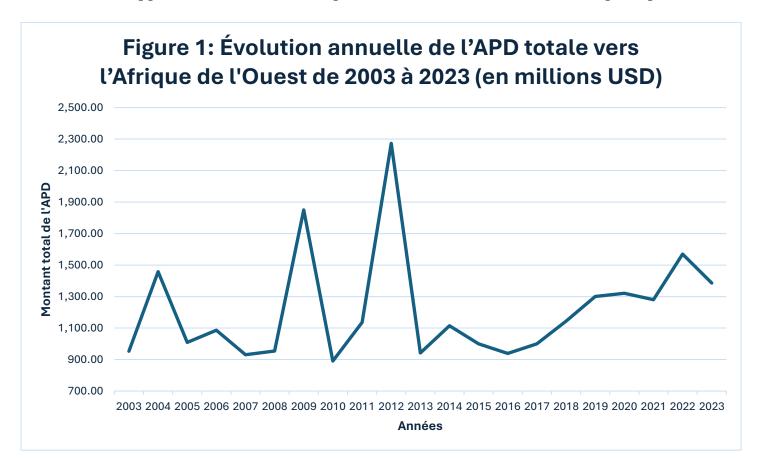
Dans le cadre de cette étude, plusieurs hypothèses sont formulées afin de tester les déterminants de l'attribution de l'APD par habitant dans les pays africains étudiés.

- ➤ H1 : Les pays ayant un IDH plus faible reçoivent une APD/habitant plus élevée.
 - Un faible IDH serait susceptible d'attirer davantage d'APD dans une optique de soutien au développement durable.
- ➤ H2 : Les pays ayant un PIB/habitant plus faible reçoivent une APD/habitant plus élevée.
 - Les pays économiquement plus pauvres sont supposés avoir des besoins plus importants,
 justifiant un volume d'aide supérieur.
- > H3 : Les pays ayant un indice de fragilité élevé reçoivent une APD/habitant plus élevée.
 - La vulnérabilité aux conflits ou aux crises peuvent entraîner une hausse de l'aide, en particulier sous forme d'aide humanitaire ou de soutien à la stabilisation.
- ➤ H4: Les pays perçus comme moins corrompus reçoivent davantage d'APD/habitant.
 - Les bailleurs de fonds, soucieux de l'efficacité de l'aide, seraient plus enclins à soutenir des gouvernements jugés transparents et responsables.

Dans un premier temps, nous analyserons les généralités et l'évolution de l'APD, en observant comment ses volumes ont varié dans le temps et selon les contextes politiques et géographiques. Dans un second temps, nous concentrerons notre analyse sur l'année 2023 : d'abord à travers une lecture générale des données, en mobilisant les valeurs centrales (moyenne, médiane, quartiles), puis en intégrant progressivement les différents indicateurs explicatifs (PIB/habitant, IDH, fragilité, corruption) afin de tester les hypothèses formulées sur les déterminants de l'allocation de l'aide.

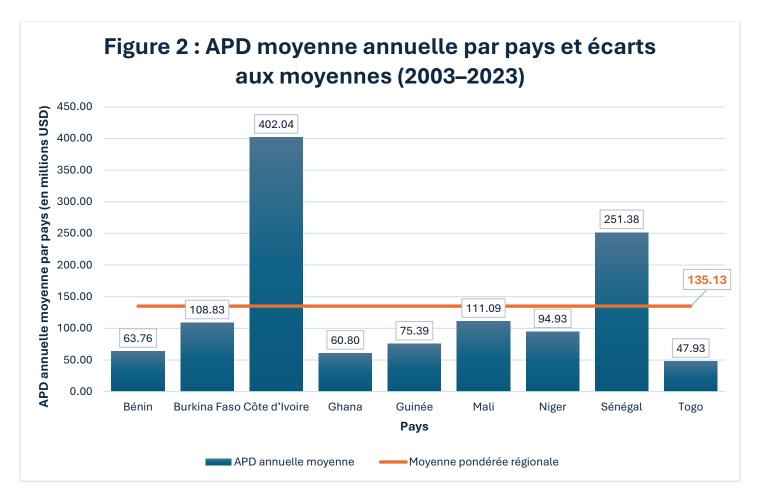
3.1 SERIE TEMPORELLE: EVOLUTION DE L'APD EN AFRIQUE DE L'OUEST

Ce graphique présente des fluctuations importantes interrogeant la cohérence de la stratégie française d'aide au développement vis-à-vis de l'Afrique subsaharienne, bénéficiaire historique et prioritaire.



L'évolution de l'APD française entre 2003 et 2023 révèle de fortes discontinuités. Entre 2003 et 2009, on observe des variations modérées sans véritable tendance de fond (attention tournée vers le Moyen-Orient?). Un premier pic significatif apparaît en 2009 (effets de relance post-crise financière ; réaffirmation de l'engagement français), suivi d'un effondrement en 2010. Le sommet, atteint en 2012 peu avant l'intervention militaire au Mali (opération Serval), illustre un engagement renforcé dans le contexte sahélien (montée du djihadisme). À partir de 2018, l'APD repart à la hausse, portée par les annonces politiques de Macron et la réaffirmation de l'Afrique comme priorité stratégique (discours de Ouagadougou, CICID). Toutefois, en 2023, l'aide recule de nouveau, dans un contexte de tensions diplomatiques (retrait du Mali et du Burkina Faso de certains partenariats sécuritaires avec la France), de critiques postcoloniales croissantes et de pressions budgétaires liées à la guerre en Ukraine.

Le graphique suivant illustre la moyenne annuelle d'APD reçue par chaque pays entre 2003 et 2023, comparée à la moyenne pondérée régionale (135,13 millions USD). On observe une forte concentration de l'aide sur deux pays : la Côte d'Ivoire, avec plus de 400 millions USD par an, et le Sénégal, autour de 250 millions USD, qui se situent bien au-dessus de la moyenne. À l'inverse, la majorité des pays – notamment le Togo, le Ghana ou le Bénin – reçoivent des montants nettement inférieurs.

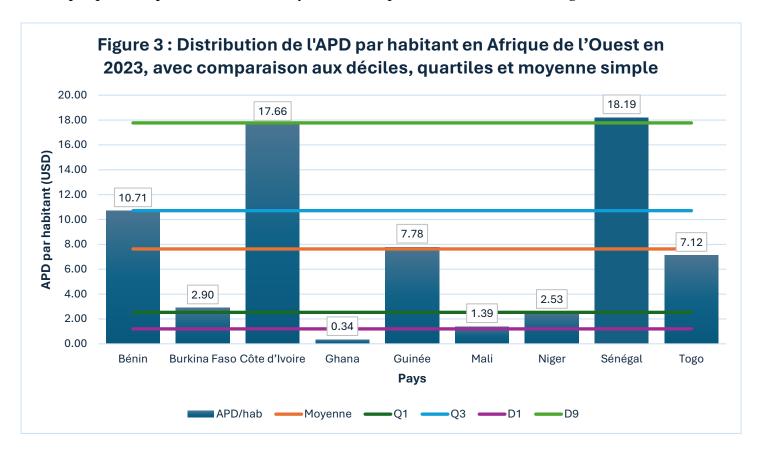


Au-delà des montants totaux annuels, il est également pertinent d'examiner la distribution de l'aide par habitant, afin de mieux évaluer son impact relatif dans chaque pays ; c'est pourquoi l'analyse se concentrera, pour la suite du devoir, sur l'année 2023.

3.2 Serie statique : APD/hab en 2023 et valeurs centrales

L'analyse statistique de la distribution de l'APD française par habitant en 2023 pour les neuf pays d'Afrique de l'Ouest étudiés révèle des disparités marquées. La moyenne d'APD par habitant s'élève à 7,63 USD, tandis que la médiane est légèrement inférieure (7,12 USD), ce qui indique une distribution asymétrique tirée vers le haut par quelques pays fortement aidés. La moyenne simple (somme des

APD/habitant / 9) donne un aperçu égalitaire, chaque pays compte pour 1, peu importe sa taille. La moyenne pondérée (APD totale / population totale) reflète l'effort réel d'aide par habitant, à l'échelle de toute la population étudiée. Elle est plus représentative de la réalité agrégée. La moyenne régionale pondérée en 2023 est de 7,15 USD, légèrement inférieure à la moyenne simple. Cette différence signifie que les pays les plus peuplés de l'échantillon reçoivent en moyenne moins d'aide/habitant que les pays moins peuplés, ce qui fait baisser la moyenne réelle par individu à l'échelle régionale.

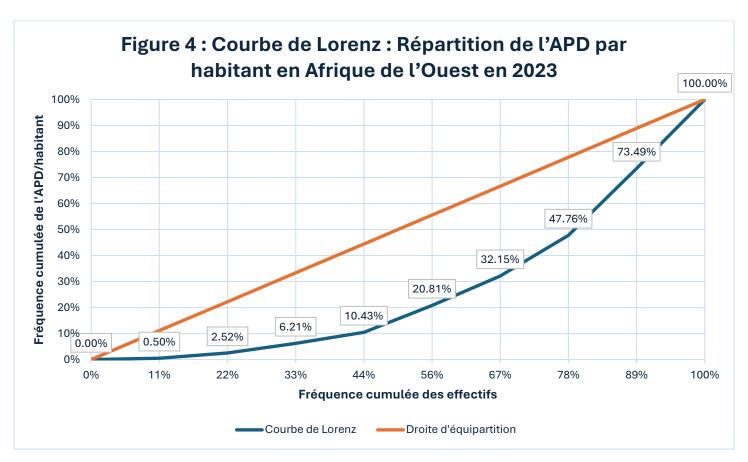


Les quartiles et déciles confirment cette forte disparité dans l'allocation de l'APD/habitant. Le premier quartile indique que 25% des pays reçoivent moins de 2,53 USD/habitant, tandis que le troisième quartile montre que seuls 25% des pays dépassent 10,71 USD/hab. L'écart interquartile (Q3 – Q1), égal à 8,18 USD, illustre une dispersion importante entre les pays les moins et les plus aidés de la zone médiane. De manière encore plus marquée, le rapport interdécile révèle que les 10% les plus aidés reçoivent 15 fois plus que les 10% les moins aidés (17,77 contre 1,18 USD/hab). Ces écarts montrent que la politique d'aide française, bien qu'active dans la région, n'est pas équitablement répartie entre les pays, ce qui interroge les logiques d'allocation (besoins, proximité géopolitique, influence historique...).

L'écart-type (6,35 USD signifie que les montants d'APD/habitant des pays étudiés s'éloignent en moyenne de 6,35 USD autour de la moyenne (7,62 USD). Cela souligne une forte dispersion des montants entre pays. Le coefficient de variation (écart-type/moyenne) est de 83,2 % et est très élevé, cela indique que : (1) l'APD par habitant varie fortement d'un pays à l'autre dans cet échantillon. (2) l'aide n'est pas distribuée de manière équilibrée selon une règle uniforme (comme le besoin ou le niveau de développement).

3.3 COURBE DE LORENZ ET INDICE DE GINI

Pour compléter l'analyse des inégalités dans la répartition de l'APD par habitant, la courbe de Lorenz et l'indice de Gini permettent de visualiser et quantifier le degré de concentration de l'aide entre les pays étudiés.



La courbe de Lorenz montre une répartition inégalitaire de l'APD par habitant entre les neuf pays étudiés : plus de 70 % de l'aide est concentrée sur les 30 % les plus favorisés. L'indice de Gini, estimé à 0,46, confirme cette inégalité marquée. Cela signifie que la distribution de l'aide française ne suit pas

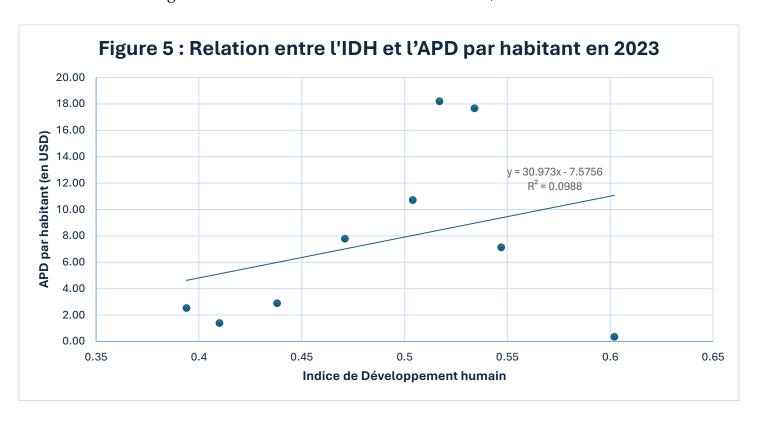
une logique d'équité parfaite, et que certains pays reçoivent proportionnellement bien plus d'aide que d'autres, indépendamment de leur niveau de besoin.

Ces constats soulèvent la question des critères qui déterminent l'allocation de l'aide ; c'est pourquoi la suite de l'analyse s'attache à tester plusieurs hypothèses explicatives à partir d'indicateurs socio-économiques et institutionnels.

3.4 HYPOTHESES

3.4.1 H1: Un IDH plus faible alors une APD/hab

La première hypothèse s'intéresse au lien entre IDH et aide reçue, en supposant que les pays à faible IDH attirent davantage d'APD en raison de leurs carences en santé, éducation et niveau de vie.

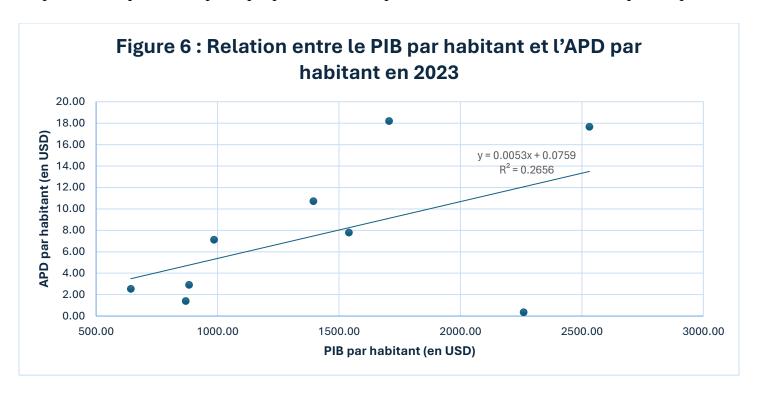


Le nuage de points illustre l'absence de corrélation forte entre l'IDH et l'APD/hab. Il n'existe pas de lien linéaire significatif entre niveau de développement humain et montant d'APD/hab. La pente de la droite de régression est relativement élevée : environ 30,97, ce qui signifie qu'une hausse de 0,1 point d'IDH est associée à une augmentation moyenne de \$3,1 d'APD/habitant. Cela montre que l'effet marginal de l'IDH sur l'aide est important. Cependant, le coefficient de détermination montre que seulement 10 % de la variation de l'APD par habitant entre les pays s'explique par l'IDH. Autrement dit, bien que l'effet de l'IDH soit fort lorsqu'il varie, il n'est pas un bon prédicteur global de l'aide, car la relation est trop dispersée. Le Ghana, avec l'IDH le plus élevé (0,60),

reçoit très peu d'APD/hab, tandis que la Côte d'Ivoire et le Sénégal, à IDH moyen, perçoivent les montants les plus élevés. À l'inverse, les pays à IDH très faible ne reçoivent pas plus d'aide, ce qui est contre-intuitif.

3.4.2 H2: Un PIB/hab plus faible alors APD/habitant plus élevée

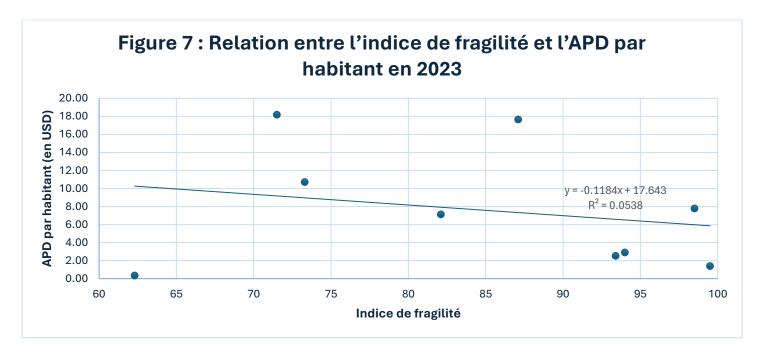
La deuxième hypothèse examine si l'aide est orientée en priorité vers les pays les plus pauvres économiquement, en partant du principe que des revenus plus faibles traduisent des besoins plus importants.



L'analyse croisée du PIB/habitant et de l'APD/habitant révèle des incohérences dans la logique redistributive : des pays relativement riches comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire reçoivent plus de 17 USD/hab, tandis que des pays très pauvres comme le Mali ou le Niger reçoivent moins de 3 USD/hab. Le cas du Ghana est particulièrement paradoxal : malgré un PIB/hab élevé, il perçoit l'APD/hab la plus faible (0,34 USD), ce qui montre que l'aide française ne suit pas systématiquement les besoins économiques. Le calcul du coefficient de corrélation linéaire donne une valeur de +0.515, ce qui suggère aussi une relation positive modérée. En d'autres termes, les pays les plus riches de l'échantillon tendent à recevoir plus d'aide par habitant que les pays les plus pauvres, ce qui va à l'encontre de la logique redistributive attendue.

3.4.3 H3 : Une fragilité plus élevée alors une APD/hab plus élevée

La troisième hypothèse considère que les pays les plus fragiles institutionnellement bénéficieraient de plus d'aide, notamment humanitaire, en raison de leur vulnérabilité accrue aux crises. L'indice varie de 0 à 120 : plus le score est élevé, plus le pays est considéré comme fragile.

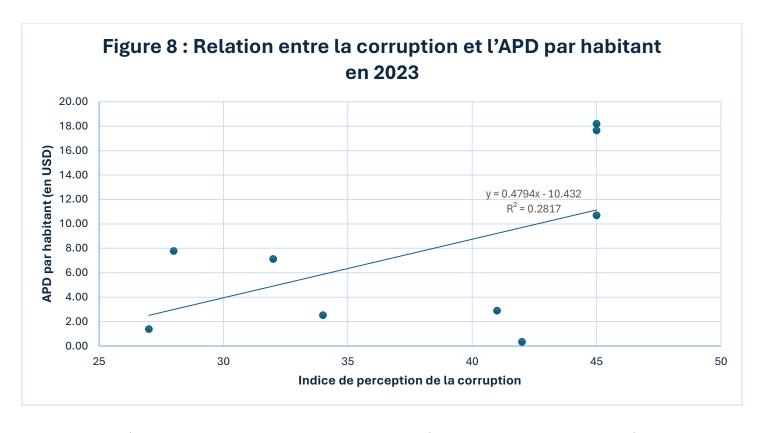


L'analyse montre qu'il n'existe pas de lien clair entre fragilité et APD/habitant. Des pays stables comme le Ghana reçoivent très peu d'aide, tandis que le Sénégal et la Côte d'Ivoire, plus fragiles, en reçoivent beaucoup. Pourtant, des pays très fragiles comme le Mali ou le Burkina Faso restent peu aidés, ce qui suggère que la fragilité seule n'explique pas l'allocation de l'APD.

Le nuage de points révèle une tendance globale négative, signifiant que les pays plus fragiles reçoivent légèrement moins d'aide par habitant. Toutefois, le coefficient de détermination R² très faible (0,0538) indique que la fragilité n'explique pratiquement pas la variation de l'APD reçue.

3.4.4 H4: Les pays moins corrompus reçoivent davantage d'APD/habitant

Enfin, la dernière hypothèse explore l'idée selon laquelle les donateurs privilégient les États perçus comme mieux gouvernés, et que les pays moins corrompus reçoivent donc davantage d'aide par habitant. L'indice de perception de la corruption va de 0 à 100 : plus le score est bas, plus la corruption perçue est élevée.



L'analyse suggère que la perception de la gouvernance pèse davantage que la fragilité dans l'attribution de l'APD/habitant : des pays comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire, jugés moins corrompus, reçoivent des montants bien plus élevés que des États très fragiles comme le Mali ou le Burkina Faso. Cela montre que les donateurs privilégient la fiabilité institutionnelle pour garantir l'efficacité de l'aide. Toutefois, les corrélations restent faibles, et ni la corruption ni la fragilité n'expliquent à elles seules la répartition observée, ce qui souligne le poids d'autres logiques (diplomatiques ou historiques etc.).

3.5 RESUME DES RESULTATS (PAR COEFFICIENT DE CORRELATION DECROISSANT))

- Corruption perçue (r = 0,53) : Il s'agit de la corrélation positive la plus forte : plus un pays est perçu comme peu corrompu, plus il reçoit d'APD par habitant.
- PIB par habitant (r = 0,52) : Corrélation positive modérée forte : les pays plus riches reçoivent en moyenne plus d'APD par habitant.
- IDH (r = 0,31) : Corrélation positive mais plus faible : une meilleure qualité de développement humain est liée à un niveau plus élevé d'APD/hab, mais la relation reste modérée.
- Indice de fragilité (r = -0,23) : Corrélation faible et négative : les pays les plus fragiles reçoivent légèrement moins d'aide par habitant, ce qui est paradoxal au vu de leurs besoins.

4 CONCLUSION

Ce mémoire a permis d'explorer les déterminants de l'attribution de l'APD française dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest entre 2003 et 2023. L'analyse, croisant indicateurs économiques, humains et institutionnels, met en évidence des inégalités importantes dans la répartition de l'APD, aussi bien en valeur absolue qu'en montant par habitant. Les tests empiriques montrent que les hypothèses fondées sur les besoins économiques (PIB/hab, IDH), la gouvernance (corruption) ou la fragilité étatique ne permettent pas, à elles seules, d'expliquer de manière satisfaisante la distribution de l'aide. Si certains résultats confortent l'idée que la qualité institutionnelle joue un rôle, d'autres – comme la sur-représentation de certains pays à revenu intermédiaire – révèlent la présence de logiques moins transparentes. Ces limites invitent à élargir l'analyse à des variables géopolitiques non prises en compte ici : la proximité historique (anciennement colonie française ou non), l'appartenance à la francophonie, les liens économiques (volume des échanges bilatéraux) ou encore la convergence politique, par exemple dans les votes aux Nations Unies. Par ailleurs, cette étude se concentre uniquement sur l'Afrique de l'Ouest ; une extension à l'ensemble du continent africain pourrait faire apparaître des dynamiques différentes, enrichissant la compréhension globale de la politique d'aide française.

5 ANNEXES

Afin d'évaluer l'effet combiné de plusieurs facteurs sur la répartition de l'aide publique au développement par habitant, une régression linéaire multiple a été réalisée en utilisant le PIB par habitant, l'IDH, l'indice de perception de la corruption et l'indice de fragilité comme variables explicatives.

Regression Statistics								
Multiple R	0.649041207							
R Square	0.421254489							
Adjusted R Square	-0.157491022							
Standard Error	7.239865984							
Observations	9							
ANOVA								
	df	SS	MS	F	Significance F			
Regression	4	152.6082288	38.15206	0.727875	0.617141688			
Residual	4	209.6626379	52.41566					
Total	8	362.2708667						
	Coefficients	Standard Error	t Stat	P-value	Lower 95%	Upper 95%	Lower 95.0%	Upper 95.0%
Intercept	-50.81149211	89.93419426	-0.56499	0.602265	-300.5088456	198.8859	-300.5088456	198.8858613
IDH (X1)	21.88495354	96.72757541	0.226254	0.832096	-246.6738497	290.4438	-246.6738497	290.4437568
PIB/hab (X2)	0.002823268	0.007321274	0.385625	0.719405	-0.017503848	0.02315	-0.017503848	0.023150384
Fragilite (X3)	0.265603557	0.461112634	0.576006	0.595468	-1.014650359	1.545857	-1.014650359	1.545857473
Corruption (X4)	0.562763441	0.571447858	0.984803	0.380475	-1.023830168	2.149357	-1.023830168	2.14935705

Analyse de la régression multiple

Une régression linéaire multiple a été menée afin d'évaluer dans quelle mesure quatre variables — le PIB/habitant, l'IDH, la corruption et la fragilité — permettent d'expliquer la variation de l'APD/hab en Afrique de l'Ouest en 2023.

Le modèle présente un coefficient de détermination R^2 de 0,42, ce qui signifie que 42% de la variation de l'APD/hab entre les pays est expliquée par ces quatre facteurs combinés. Toutefois, le R^2 ajusté est négatif (-0,16), indiquant que, compte tenu du faible nombre d'observations (n = 9), le modèle n'améliore pas réellement l'explication par rapport à une simple moyenne.

D'un point de vue individuel, aucune des variables explicatives n'est statistiquement significative (toutes les p-values sont supérieures à 0,38), ce qui empêche de conclure à l'existence d'un lien robuste entre ces facteurs et l'APD/hab dans cet échantillon. Par exemple, bien que la perception de la corruption soit positivement corrélée à l'APD/hab en analyse bivariée, son effet n'est pas confirmé dans le modèle multivarié.

Limites et problèmes méthodologiques

- Taille d'échantillon très réduite (seulement 9 pays), qui rend les tests statistiques peu puissants et accroît l'incertitude.
- Risque de multi-colinéarité entre les variables explicatives (notamment entre le PIB/hab et l'IDH), ce qui peut brouiller les effets individuels.
- Dispersion élevée des données, comme le montrent les intervalles de confiance très larges, réduisant la précision des estimations.
- Enfin, le modèle n'intègre pas d'autres facteurs potentiellement décisifs dans l'allocation de l'aide, tels que les relations géopolitiques, les priorités des bailleurs, ou les capacités institutionnelles.

Sources de données et documents institutionnels

Agence Française de Développement (AFD). (2024, novembre). Déclaration de Rémy Rioux sur la baisse de l'APD française [Discours/communiqué de presse]. (Si disponible, ajouter le lien ou préciser le type de document exact.)

Banque mondiale. *Indicateurs de développement dans le monde*. https://data.worldbank.org/indicator

Elysee. (2017, 28 novembre). *Emmanuel Macron's speech at the University of Ouagadougou*. https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/11/28/emmanuel-macrons-speech-at-the-univer-sity-of-ouagadougou.en

Fund for Peace. (2023). Fragile States Index. https://fragilestatesindex.org/

Interministerial International Cooperation and Development Committee (CICID). (2018, 8 février). Statement of Conclusions. https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/18-0495-2018.02.08 cicid releve de conclusions global - final revue elysee cle833ba2.pdf

OCDE. (2023). Statistiques sur l'aide publique au développement. https://www.oecd.org/fr/cad/stats/

PNUD. (2023). *Rapport sur le développement humain*. Programme des Nations Unies pour le développement. https://hdr.undp.org/

Transparency International. (2023). *Indice de perception de la corruption*. https://www.transparency.org/en/cpi

Articles académiques et publications scientifiques

Alesina, A., & Dollar, D. (2000). Who gives foreign aid to whom and why? Journal of Economic Growth, 5(1), 33–63.

Alesina, A., & Weder, B. (2002). Do corrupt governments receive less foreign aid? American Economic Review, 92(4), 1126–1137.

Dollar, D., & Levin, V. (2006). The increasing selectivity of foreign aid, 1984–2003. World Development, 34(12), 2034–2046.

Quinn, J. J., & Simon, D. J. (2006). Plus ça change ...: The allocation of French APD to Africa during and after the Cold War. International Interactions, 32(3), 295–318. https://doi.org/10.1080/03050620600768806

Schraeder, P. J., Hook, S. W., & Taylor, B. (1998). Clarifying the foreign aid puzzle: A comparison of American, Japanese, French, and Swedish aid flows. World Politics, 50(2), 294–323. https://doi.org/10.1017/S0043887100007241